



Le logement social à la SNCF n'existe plus !

Le mécontentement gronde parmi les cheminots actifs ou retraités.

Dès la création de la SFCI, la fédération SUD rail s'était opposée à la filialisation du logement des cheminots qui était proposée par la direction de l'entreprise. Nos craintes sont aujourd'hui malheureusement vérifiées.

La SFCI se comporte comme n'importe quelle entreprise du secteur locatif privé et pour rentabiliser son parc locatif, considérablement augmenté par l'apport de la gestion de la totalité des logements SNCF, effectue des pressions sur les cheminots locataires pour extorquer de nouveaux baux et également se débarrasser au plus vite des locataires retraités. Cette situation nouvelle est intolérable et se concrétise par des propositions d'augmentations de loyers sur des logements pouvant aller de 150€ à 500€. Que reste-t-il du logement social dans ces conditions ? Rien.

Au moment où l'année 2003 s'est concrétisée par une augmentation salariale de 0 % ou la récente proposition d'augmentation pour 2004 est nettement insuffisante comment ne pas se révolter contre cette situation qui plonge de nombreuses familles de cheminots dans l'inquiétude devant les difficultés à venir ?

Les pensions pour les retraités ne suivant même pas le niveau des augmentations salariales des actifs, comment pourront-ils supporter une augmentation de leur loyer dans un logement qui souvent est lié affectivement à tous les événements d'une vie ? Est-ce une manière de traiter ses anciens travailleurs pour une entreprise publique ? SUD rail n'oublie pas ceux qui se sont battus pour faire respecter et évoluer leurs droits.

Nous revendiquons que l'entreprise assume ses choix et prenne en charge les différences de loyers lors de la transition contractuelle actif/retraité.

La direction de la SNCF s'est débarrassée de son secteur logement et par la même occasion envoie aux orties une bonne part du social de l'entreprise. Aussi bien pour les actifs que pour les retraités nous exigeons le retour à une véritable politique sociale en matière de logement et nous ne manquerons pas d'intervenir dans toutes les instances, à tous les niveaux pour affirmer cette exigence.

Dans l'immédiat nous allons intervenir auprès de la direction nationale RH pour faire cesser les pressions de la SFCI et demander l'ouverture de négociations afin d'obtenir concrètement les compensations nécessaires pour les cheminots et les retraités et mettre la direction de la SNCF devant ses responsabilités.

Janvier 2004